

Service public fédéral Emploi,
Travail et Concertation sociale

**ADMINISTRATION DES
RELATIONS COLLECTIVES
DU TRAVAIL**
Direction du Greffe



Federale overheidsdienst
Werkgelegenheid, Arbeid
en Sociaal Overleg
**ADMINISTRATIE VAN DE
COLLECTIEVE
ARBEIDSBETREKKINGEN**
Directie van de Griffie

ERRATUM

Commission paritaire pour les
grossistes-répartiteurs de
médicaments
n°321

**CCT n° 63926/CO/321
du 29/05/2002**

Correction du texte en français :

- à l'article 26, crédit-temps en général, premier paragraphe, les mots suivants : « *...ont droit au crédit-temps durant minimum six mois et maximum 5 ans...* » sont remplacés par : « *...ont droit au crédit-temps durant minimum **trois** mois et maximum 5 ans...* ».

Décision du

ERRATUM

Paritair Comité voor de
groothandelaars-verdelers in
geneesmiddelen
nr. 321

**CAO nr. 63926/CO/321
van 29/05/2002**

Verbetering van de Franse tekst :

- in het artikel 26, tijdskrediet in het algemeen, eerste paragraaf, worden de woorden : « *...ont droit au crédit-temps durant minimum six mois et maximum 5 ans...* » vervangen door : « *...ont droit au crédit-temps durant minimum **trois** mois et maximum 5 ans...* ».

Beslissing van

1 2 -03- 2004

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 29 MAI 2002 FIXANT LES
CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE REMUNERATION**

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1 - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire des grossistes-répartiteurs de médicaments.

CHAPITRE II - REMUNERATIONS MINIMUMS DES EMPLOYES ET EMPLOYEEES

Article 2 - Les rémunérations mensuelles minimums des employés et employées sont fixées comme suit au 1er janvier 2002 en fonction de l'âge et de la catégorie professionnelle à laquelle ils appartiennent :

Barème minimum : Tranche d'index : 106,69 - 108,82 - 111 Minimum barema : Indexschijf : 106,69 - 108,82 - 111				
Catégories/ Kategorieën				
Age/Leef-tijd	I	II	III	IV
18 ans/jaar	1 167,90	1 228,98	1 288,85	1 381,24
19 ans/jaar	1 192,74	1 255,13	1 316,29	1 410,64
20 ans/jaar	1 217,60	1 281,29	1 343,71	1 440,01
21 ans/jaar	1 242,44	1 307,44	1 371,12	1 469,41
22 ans/jaar	1 252,21	1 328,71	1 379,43	1 477,72
23 ans/jaar	1 262,05	1 341,05	1 388,58	1 486,79
24 ans/jaar	1 272,39	1 347,92	1 413,24	1 495,10
25 ans/jaar	1 282,23	1 366,29	1 437,73	1 503,62
26 ans/jaar	1 292,10	1 385,45	1 462,55	1 536,27
27 ans/jaar	1 301,91	1 404,49	1 487,19	1 568,94
28 ans/jaar	1 311,60	1 423,06	1 511,63	1 601,54
29 ans/jaar	1 322,21	1 441,85	1 536,27	1 634,14
30 ans/jaar	1 333,44	1 460,46	1 560,74	1 666,81
31 ans/jaar	1 341,05	1 479,40	1 585,73	1 699,29
32 ans/jaar	1 341,05	1 498,39	1 610,24	1 732,06
33 ans/jaar	1 341,05	1 517,03	1 634,83	1 764,75
34 ans/jaar	1 348,54	1 535,95	1 659,37	1 797,20
35 ans/jaar	1 357,42	1 554,57	1 683,89	1 829,93
36 ans/jaar	1 366,27	1 568,60	1 702,58	1 854,44
37 ans/jaar	1 366,27	1 568,60	1 720,93	1 878,88
38 ans/jaar	1 373,50	1 579,43	1 739,77	1 903,52
39 ans/jaar	1 373,50	1 579,43	1 739,77	1 928,04
40 ans/jaar	1 380,89	1 590,26	1 754,47	1 952,56
41 ans/jaar	1 380,89	1 590,26	1 754,47	1 952,56
42 ans/jaar	1 388,25	1 601,09	1 769,12	1 970,85
43 ans/jaar	1 388,25	1 601,09	1 769,12	1 970,85
44 ans/jaar	1 388,25	1 601,09	1 783,87	1 989,00
45 ans/jaar	1 388,25	1 601,09	1 783,87	1 989,00
46 ans/jaar	1 388,25	1 601,09	1 783,87	2 013,59

Ce barème contient l'augmentation des rémunérations mensuelles minimums des employés et employées âgés de 21 ans et plus avec 19,83 euro au 1er juillet 2001, telle que fixée au point 4 du protocole d'accord du 17 mai 2001 pour les années 2001-2002.

NEERLEGGING-DÉPÔT

REGISTR.-ENREGISTR.

13-05-2002

17-03-2002

Nr. 63926 / 6 / 321
N° 1

Article 3 - Les rémunérations mensuelles minimums des employés et employées âgés de 21 ans et plus fixées à l'article 2 sont augmentées de 14,87 euro au 1er juillet 2002.

Article 4 - Les rémunérations mensuelles minimums des employés et employées âgés de moins de 21 ans sont fixées aux pourcentages suivants des montants des rémunérations mensuelles minimums des employés et employées **âgés de 21 ans** :

20 ans : 98,00 %
19 ans : 96,00 %
18 ans : 94,00 %

Cette échelle dégressive est applicable aux augmentations salariales prévues dans la présente convention collective de travail.

Article 5 -

§ 1 - Par dérogation aux dispositions des articles 2 et 3, cette rémunération des employés et employées embauchés après l'âge de départ normal de leur catégorie peut être égale, lors de l'entrée en service, à la rémunération minimum prévue dans ces articles pour l'âge de départ normal de cette catégorie.

Toutefois, cette rémunération minimum correspondant à l'âge de l'employé(e) et à sa catégorie doit être atteinte progressivement et au plus tard un an après l'entrée en service.

A cet effet, leur rémunération à l'embauche est majorée, après six mois de service, de 50 % de la différence entre cette rémunération et celle correspondant à l'âge et à la catégorie de l'intéressé.

§ 2 - De même, la rémunération des employés et employées ayant atteint 50 ans au moment de leur recrutement peut être fixée à la rémunération minimum correspondant à l'âge de départ normal de la catégorie.

Elle doit atteindre progressivement au moins les taux les plus élevés fixés, selon les catégories, dans la présente convention collective de travail et cela au plus tard quatre ans après l'entrée en **service**. A cet effet, la rémunération de l'embauchage doit être majorée, chaque année, de 25 % de la différence entre cette rémunération et la rémunération minimum la plus élevée de la catégorie.

Article 6 - Les dispositions particulières suivantes sont applicables aux représentants de commerce.

Deux cas peuvent se présenter :

- a) leur rémunération est fixe;
- b) leur rémunération comporte des commissions établies d'après le montant des affaires traitées ou d'après d'autres critères.

Dans les deux cas, lorsqu'ils ont atteint l'âge de 21 ans et ont moins de 25 ans et pour autant qu'ils soient occupés à temps plein, leur rémunération est au moins égale à celle qui est prévue pour l'âge de départ normal de la troisième catégorie.

Lorsqu'ils ont 25 ans et plus, leur rémunération est au moins égale à celle prévue pour l'âge de départ normal de la quatrième catégorie. Les dispositions des articles 4 et 5 de la présente convention collective de travail ne sont pas d'application aux représentants repris sous b, ci-dessus, à l'exception des minimums dont question ci-avant.

Toutefois, au cours de la période d'essai, le minimum mensuel garanti à titre d'avance en vertu des alinéas précédents du présent article est au moins égal, pour ces différentes

catégories de travailleurs indistinctement, à la rémunération prévue pour l'âge de départ normal de la première catégorie.

Il est entendu que cette rémunération minimum est payée mensuellement à titre d'avance sur les commissions et que le compte définitif est établi sur la base des rémunérations calculées sur une moyenne de douze mois.

CHAPITRE III - REMUNERATIONS EFFECTIVEMENT PAYEES DES EMPLOYES ET EMPLOYEEES

Article 7 - Les rémunérations effectivement payées sont augmentées de 19,83 euro par mois au 1er juillet 2001 et de 14,87 euro par mois au 1er juillet 2002.

CHAPITRE IV - SALAIRES HORAIRES MINIMUMS DES OUVRIERS ET OUVRIERES

Article 8 - Au 1er janvier 2002, le salaire horaire des ouvriers et ouvrières de 21 ans ou plus est fixé à 8,7432 euro sur base d'une semaine de travail de 36 heures 40 minutes. Ce salaire horaire minimum contient l'augmentation du salaire horaire minimum des ouvriers et ouvrières de 21 ans ou plus avec 0,1237 euro au 1er juillet 2001, telle que prévue au point 4 du protocole d'accord du 17 mai 2001 pour les années 2001-2002.

Article 9 - Le salaire horaire minimum des ouvriers et ouvrières de 21 ans et plus est augmenté de 0,0927 euro au 1er juillet 2002.

Article 10 - Le salaire horaire minimum des ouvriers et ouvrières âgés de moins de 21 ans est fixé aux pourcentages suivants du salaire horaire minimum des ouvriers et ouvrières de 21 ans au moins :

20 ans : 98,00 %
 19 ans : 96,00 %
 18 ans : 94,00 %

Article 11 - Les salaires fixés sur base mensuelle des ouvriers et ouvrières à temps plein sont calculés en multipliant les salaires horaires par 160.

CHAPITRE V - SALAIRES EFFECTIVEMENT PAYES DES OUVRIERS ET OUVRIERES

Article 12 - Les salaires horaires effectivement payés des ouvriers et ouvrières sont augmentés de 0,1237 Eur au 1er juillet 2001 et de 0,0927 Eur au 1er juillet 2002.

CHAPITRE VI - LIAISON DES REMUNERATIONS A L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Article 13 -

§ 1 - Les rémunérations minimums et les rémunérations effectivement payées des employés et employées et les salaires horaires minimums et les salaires horaires effectivement payés des ouvriers et ouvrières telles que décrits aux articles 2, 7, 8 et 12 sont mis en regard de l'indice des prix à la consommation 108,82 points.

Pour ce qui concerne les cas particuliers des travailleurs rémunérés partiellement par prestations, par exemple par des commissions, primes ou pourcentages, seule la partie fixe de la rémunération, quel qu'en soit le montant, est liée aux variations de l'indice des prix à la consommation.

§ 2 - L'indice de référence 108,82 constitue le pivot de la tranche de stabilisation 106,69 à 111, celle-ci étant la tranche de stabilisation applicable à la date du 1er janvier 2002.

Les barèmes minimums et les rémunérations effectivement payés des travailleurs, tels que définis au § 1er, varient à raison de 2 % selon les tranches de stabilisation indiquées ci-après, lorsque la moyenne arithmétique des indices des deux derniers mois dépasse ces tranches.

Tranches de stabilisation			Minimum barémique et rémunérations réelles
106,69	108,82	111,00	100,00
108,82	111,00	113,22	102,00
111,00	113,22	115,48	104,04
113,22	115,48	117,79	106,12
115,48	117,79	120,15	108,24
117,79	120,15	122,55	110,41
120,15	122,55	125,00	112,62
122,55	125,00	127,50	114,87

§ 3 - Les majorations et diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation entrent en vigueur le premier du mois qui suit ceux auxquels se rapporte la moyenne des indices provoquant la majoration ou la diminution des barèmes et des rémunérations.

§ 4 - Chaque adaptation des rémunérations des employés et employées est calculée en tenant compte de trois décimales. Le résultat est arrondi à l'eurocent immédiatement supérieur quand la troisième décimale est égale ou supérieure à 5 et à l'eurocent immédiatement inférieur quand la troisième décimale est inférieure à 5.

Chaque adaptation des rémunérations des ouvriers et ouvrières est calculée en tenant compte de cinq décimales. Le résultat est arrondi à la quatrième décimale immédiatement supérieure quand la cinquième décimale est égale ou supérieure à 5 et à la quatrième décimale immédiatement inférieure quand la cinquième décimale est inférieure à 5.

CHAPITRE VII - PRIME DE FIN D'ANNEE

Article 14 - Une prime de fin d'année est octroyée aux ouvriers et ouvrières et aux employés et employées qui sont en service au 31 décembre et qui comptent à la même date au moins une ancienneté de six mois dans l'entreprise.

Sont également bénéficiaires de cette prime, les **pensionné(e)s** et pré-pensionné(e)s dans le courant de l'exercice ainsi que les travailleurs licenciés pour des raisons économiques, à condition d'avoir au moins six mois d'ancienneté à la date du licenciement.

Le montant de la prime de fin d'année est fixé :

- pour les employés et employées qui ont été en service pendant toute l'année : au montant de la rémunération réelle du mois de décembre;
- pour les ouvriers et ouvrières qui ont été en service pendant toute l'année : à 160 fois le salaire horaire du mois de décembre.

Pour les employés et employées et les ouvriers et ouvrières qui n'ont pas été en service pendant toute l'année, le montant de la prime de fin d'année fixé ci-avant est payé en douzième par mois entièrement **presté**.

Le montant peut être diminué au prorata des absences qui se sont produites au cours de l'année, sauf celles qui **découlent** de l'application des dispositions légales, réglementaires

et conventionnelles relatives aux congés annuels, aux jours fériés, aux petits chômages, aux maladies professionnelles et des trente premiers jours de congé de maladie, d'accident ou de maternité.

La prime de fin d'année sera payée avant le 25 décembre.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables :

- aux entreprises accordant dans le courant de l'année un avantage au moins équivalent, quelle qu'en soit la dénomination, soit sous forme de prime conventionnelle, soit à titre de libéralité;
- aux entreprises réglant à leur niveau par convention les rémunérations et autres conditions de travail de leurs employés et employées et leurs ouvriers et ouvrières, pour autant que les avantages consentis par cette convention soient globalement au moins équivalents aux avantages prévus par la présente convention collective de travail.

CHAPITRE VIII - DUREE DE TRAVAIL

Article 15 - La durée du travail est fixée à 36 heures 40 minutes en moyenne par semaine à partir de l'année 2001.

Le passage de la semaine de 36 heures 50 minutes à la semaine de 36 heures 40 minutes sera opéré en octroyant dès l'année 2001 un jour de congé supplémentaire par travailleur à temps plein par an. Ce jour est octroyé au prorata des travailleurs à temps partiel.

Le régime de travail est fixé au niveau de l'entreprise, soit par le Conseil d'entreprise, soit par accord entre l'employeur et la délégation syndicale ou en l'absence de celle-ci avec les travailleurs ou leurs représentants.

Article 16 - La prestation d'heures supplémentaires est limitée au stricte **minimum**. En cas de prestation d'heures supplémentaires; il est accordé conformément aux dispositions légales un repos compensatoire. Le salaire des heures supplémentaires est payé au moment du repos compensatoire.

Article 17 - La durée hebdomadaire normale du travail est à répartir sur cinq jours, sauf obligation d'exploitation en vertu de la réglementation existante.

Article 18 - Dans les entreprises occupant à la fois des employés et des employées, des ouvriers et des ouvrières, la durée hebdomadaire et le régime horaire du travail du personnel employé encadrant ou suivant la main-d'oeuvre ouvrière sont les mêmes que ceux appliqués au personnel ouvrier.

CHAPITRE IX - VACANCES ANNUELLES

Article 19 - Un complément du double pécule de vacances d'un montant de 173,53 euro est accordé aux travailleurs au mois de juin de chaque année, et ceci dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que celles prévues dans la réglementation concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés pour ce qui concerne le double pécule de vacances.

Dans les entreprises qui accordent à leur personnel une prime de fin d'année, ou d'autres avantages analogues et équivalents dont le montant est plus élevé que la rémunération du mois de décembre, ces avantages peuvent être déduits de complément du double pécule de vacances.

CHAPITRE X - CONGES D'ANCIENNETE

Article 20 - Il est accordé aux travailleurs des jours de congé d'ancienneté en fonction de leur ancienneté dans l'entreprise concernée :

- 1 jour après 5 ans d'ancienneté;
- 2 jours après 10 ans d'ancienneté;
- 3 jours après 15 ans d'ancienneté;
- 4 jours après 20 ans d'ancienneté;
- 5 jours après 25 ans d'ancienneté.

CHAPITRE XI - CONGE CULTUREL

Article 21 - Chaque année, il est accordé aux travailleurs un jour de congé culturel.

CHAPITRE XII - PETITS CHOMAGES

Article 22 - Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif aux petits chômages, les travailleurs ont le droit, à l'occasion de leur mariage, avec mention de leur salaire normal, de s'absenter du travail pour un jour supplémentaire à ce qui est prévu dans la réglementation générale.

CHAPITRE XIII - VETEMENTS DE TRAVAIL

Article 23 - Le personnel technique d'atelier et le personnel technique de laboratoire occupé dans les mêmes conditions de travail que les ouvriers et ouvrières, à qui un vêtement de travail est octroyé, bénéficient également d'un tel vêtement.

CHAPITRE XIV - SECURITE D'EXISTENCE

Article 24 - Les employeurs paieront à leurs ouvriers qu'ils ont licenciés et qui perçoivent de ce fait des allocations de chômage en application de la législation sur l'assurance-chômage, une allocation de chômage complémentaire s'élevant à 5 euro par jour (dans le régime cinq jours/semaine) durant un mois s'ils ont une ancienneté d'au moins dix ans dans l'entreprise ou durant deux mois s'ils ont une ancienneté d'au moins vingt ans dans l'entreprise. Le régime n'est pas d'application en cas de prépension.

CHAPITRE XV - DROIT AU CREDIT TEMPS

Article 25 - Crédit temps prolongeant le repos postnatal

Sans porter atteinte aux droits des travailleurs fondés sur la convention collective de travail n° 77 du Conseil national du travail instaurant un système de crédit temps, un droit au crédit temps durant 6 mois doit être octroyé aux travailleuses qui peuvent ainsi prolonger leur congé postnatal et qui en font la demande auprès de leur employeur six semaines avant la fin du congé postnatal.

La limitation à 5 % du nombre de travailleurs occupés dans l'entreprise ou dans le service, tel que fixé à l'article 15 de la CCT n° 77 susmentionnée, ne vaut pas dans les cas où un droit au crédit temps est octroyé dans les conditions du présent article.

Cette interruption de la carrière professionnelle ne doit pas être octroyée obligatoirement aux cadres.

Article 26 - Crédit temps en général

Les ouvriers et les employés qui appartiennent aux quatre premières catégories définies par la convention collective de travail du 19 mars 1980 concernant la classification professionnelle des employés, article 2, ont droit au crédit temps durant minimum 3 mois et maximum 5 ans, s'ils en font la demande au plus tard trois mois avant le début ou la prolongation de cette interruption.

Le nombre de travailleurs qui peut simultanément bénéficier des dispositions de l'alinéa précédente ne peut, par dérogation à l'article 15 de la CCT n° 77 susmentionnée, pas dépasser 8 % de l'effectif total du personnel de l'entreprise en question.

La réintégration de ces travailleurs après leur interruption de carrière doit se faire dans une fonction de la même catégorie de salaire; respectant les capacités du travailleur, mais pas nécessairement dans une fonction identique.

CHAPITRE XVI - LE DROIT A LA REDUCTION DES PRESTATIONS DE TRAVAIL

Article 27 - La limitation à 5 % du nombre de travailleurs occupés dans l'entreprise ou dans le service, tel que fixé à l'article 15 de la CCT n° 77 susmentionnée, ni la limitation à 8 % prévue à l'article précédent, ne sont d'application dans les cas où un droit à la réduction des prestations est octroyé aux ouvriers et employés de minimum 53 ans qui appartiennent aux quatre premières catégories définies par la convention collective de travail du 19 mars 1980 concernant la classification professionnelle des employés, article 2.

En outre, le présent article ne porte nullement atteinte aux droits des travailleurs de 50 ans et plus à une réduction de leurs prestations de 1/5 ou de la moitié.

Ce droit ne peut empêcher l'employeur d'appliquer le régime de la prépension conventionnelle pour la même personne plus tard. Le calcul de l'allocation complémentaire se fera dans ce cas sur base du salaire de référence net à plein temps et des allocations de chômage pour tous les jours de la semaine.

CHAPITRE XVII - TRAVAIL A MI-TEMPS

Article 28 - Les ouvriers et employés occupés à temps plein et qui appartiennent aux trois premières catégories définies par la convention collective de travail du 19 mars 1980 concernant la classification professionnelle des employés, article 2, de minimum 53 ans, ont le droit, à leur demande, de passer à un horaire mi-temps, après accord sur les horaires à prester. Les travailleurs qui ont une fonction technique doivent faire la demande avant le début du trimestre précédent le trimestre dans lequel le changement de régime se fait. Les travailleurs occupant une fonction administrative doivent faire la demande au moins six mois à l'avance.

Il est recommandé à l'employeur d'accorder les heures ainsi libérées à un remplaçant. S'il ne le fait pas il en communique la raison au Conseil d'entreprise (ou en l'absence de celui-ci à la délégation syndicale).

CHAPITRE XVIII - HEURES SUPPLEMENTAIRES STRUCTURELLES

Article 29 - Les heures supplémentaires structurelles peuvent être transposées en embauches définitives après décision du Conseil d'entreprise. On comprend par heures supplémentaires structurelles les heures supplémentaires qui sont prestées au niveau d'un service et qui sont au moins égales à une prestation à mi-temps normale chaque semaine pendant une période ininterrompue de six mois.

CHAPITRE XIX - AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL

Article 30 - Un complément de 25 % en plus du salaire normal sera payé pour les prestations avant 6 h.30 ou après 20 h.00.

Article 31 - A partir du 1er juillet 2001, le système des jours de carence tel que prévu à l'article 52 de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail ne sera plus appliqué.

CHAPITRE XX - DISPOSITIONS FINALES

Article 32 - Les employeurs s'engagent à maintenir les droits acquis par les travailleurs avant l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail.

Article 33 - - La présente convention collective de travail abroge et remplace la convention collective de travail du 29 novembre 1993 fixant les conditions de travail et de rémunération.

Article 34 - La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2002. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, par lettre recommandée au président de la Commission paritaire des grossistes-répartiteurs de médicaments.

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 29 MEI 2002 TOT VASTSTELLING VAN DE ARBEIDS- EN LOONVOORWAARDEN

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair comité voor de groothandelaars-verdelers in geneesmiddelen.

HOOFDSTUK II - MINIMUMLONEN VAN DE MANNELIJKE EN VROUWELIJKE BEDIENDEN

Artikel 2 - De maandelijkse **minimumlonen** van de mannelijke en vrouwelijke bedienden worden op 1 januari 2002 **als volgt** vastgesteld in functie van de **leeftijd** en de beroepscategorie waartoe ze behoren :

Barème minimum : Tranche d'index : 106,69 - 108,82 - 111 Minimum barema : Indexschijf : 106,69 - 108,82 - 111				
Catégories/ Kategorieën				
Age/Leeftijd	I	II	III	IV
18 ans/jaar	1 167,90	1 228,98	1 288,85	1 381,24
19 ans/jaar	1 192,74	1 255,13	1 316,29	1 410,64
20 ans/jaar	1 217,60	1 281,29	1 343,71	1 440,01
21 ans/jaar	1 242,44	1 307,44	1 371,12	1 469,41
22 ans/jaar	1 252,21	1 328,71	1 379,43	1 477,72
23 ans/jaar	1 262,05	1 341,05	1 388,58	1 486,79
24 ans/jaar	1 272,39	1 347,92	1 413,24	1 495,10
25 ans/jaar	1 282,23	1 366,29	1 437,73	1 503,62
26 ans/jaar	1 292,10	1 385,45	1 462,55	1 536,27
27 ans/jaar	1 301,91	1 404,49	1 487,19	1 568,94
28 ans/jaar	1 311,60	1 423,06	1 511,63	1 601,54
29 ans/jaar	1 322,21	1 441,85	1 536,27	1 634,14
30 ans/jaar	1 333,44	1 460,46	1 560,74	1 666,81
31 ans/jaar	1 341,05	1 479,40	1 585,73	1 699,29
32 ans/jaar	1 341,05	1 498,39	1 610,24	1 732,06
33 ans/jaar	1 341,05	1 517,03	1 634,83	1 764,75
34 ans/jaar	1 348,54	1 535,95	1 659,37	1 797,20
35 ans/jaar	1 357,42	1 554,57	1 683,89	1 829,93
36 ans/jaar	1 366,27	1 568,60	1 702,58	1 854,44
37 ans/jaar	1 366,27	1 568,60	1 720,93	1 878,88
38 ans/jaar	1 373,50	1 579,43	1 739,77	1 903,52
39 ans/jaar	1 373,50	1 579,43	1 739,77	1 928,04
40 ans/jaar	1 380,89	1 590,26	1 754,47	1 952,56
41 ans/jaar	1 380,89	1 590,26	1 754,47	1 952,56
42 ans/jaar	1 388,25	1 601,09	1 769,12	1 970,85
43 ans/jaar	1 388,25	1 601,09	1 769,12	1 970,85
44 ans/jaar	1 388,25	1 601,09	1 783,87	1 989,00
45 ans/jaar	1 388,25	1 601,09	1 783,87	1 989,00
46 ans/jaar	1 388,25	1 601,09	1 783,87	2 013,59

Deze loonschaal **omvat** de verhoging van de maandelijkse minimumlonen van de mannelijke en vrouwelijke bedienden van 21 jaar en ouder met 19,83 euro op 1 juli 2001,

zoals vastgelegd in punt 4 van het **protocolakkoord** van 17 mei 2001 voor de jaren 2001-2002.

Artikel 3 - De **maandelijkse** minimumlonen van de **mannelijke** en vrouwelijke bedienden van 21 jaar en ouder vastgelegd in **artikel 2** worden op 1 juli 2002 met 14,87 euro verhoogd.

Artikel 4 - De maandelijkse minimumlonen van de mannelijke en vrouwelijke bedienden van **minder** dan 21 jaar worden vastgelegd op de **volgende** percentages van de maandelijkse minimumlonen van de bedienden van 21 jaar :

20 jaar : 98,00 %
 19 jaar : 96,00 %
 18 jaar : 94,00 %

Deze degressieve schaal is van toepassing op de loonsverhogingen toegekend op basis van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikél 5 -

§ 1 - In **afwijking** van de bepalingen van de artikelen 2 en 3, **mag** dit **loon** van de bedienden die na de normale **aanvangsleeftijd** in hun **categorie** worden aangeworven, bij hun indiensttreding gelijk zijn aan het minimumloon dat vastgesteld is in deze artikelen voor de normale aanvangsleeftijd in die klasse.

Evenwel **moet** dit minimumloon hetwelk overeenstemt met de **leeftijd** van de bediende en met zijn of **haar categorie** progressief worden bereikt, uiterlijk één jaar na de indiensttreding.

Te dien einde moet het loon dat zij bij hun aanwerving genieten, na 6 maanden dienst verhoogd worden met 50 % van het verschil tussen dit loon en dat hetwelk overeenkomt met de leeftijd en de **categorie** van de betrokkene.

§ 2 - Evenzo mag het loon voor de mannelijke en de vrouwelijke bedienden, die 50 jaar hebben bereikt op het ogenblik van hun indienstneming, vastgesteld worden op het minimumloon dat is vastgesteld voor de normale aanvangsleeftijd in de **categorie**. Zij moet geleidelijk minstens de hoogste bedragen bereiken die, volgens de categorieën in deze collectieve arbeidsovereenkomst zijn vastgesteld, en **zulks** uiterlijk vier jaar na de indiensttreding.

Te dien einde moet het aanvangsloon ieder jaar verhoogd worden met 25 % van het verschil tussen dit loon en het hoogste minimumloon in de **categorie**.

Artikel 6 - De volgende bijzondere bepalingen zijn van toepassing op de handelsvertegenwoordigers.

Twee gevallen kunnen zich voordoen :

- a) zij genieten een vast loon;
- b) hun loon **omvat** commissielonen die zijn vastgesteld overeenkomstig het bedrag van de handelsomzet of volgens andere maatstaven.

In beide gevallen, wanneer deze bedienden de leeftijd van 21 jaar hebben bereikt en jonger zijn dan 25 jaar, en voor zover zij voltijds werkzaam zijn, moet hun loon ten minste gelijk zijn een dat hetwelk is vastgesteld voor de normale aanvangsleeftijd in de derde **categorie**.

Wanneer zij de leeftijd van 25 jaar en **meer** hebben bereikt, moet hun loon, ten minste gelijk zijn aan dat hetwelk is **bepaald** voor de aanvangsleeftijd in de vierde **categorie**. De

bepalingen van de artikelen 4 en 5 van deze collectieve arbeidsovereenkomst zijn niet toepasselijk op vertegenwoordigers vermeld in b, boven, met uitzondering van de **voormelde minima**.

Gedurende de **proeftijd** echter **moet** het maandelijks minimumloon, dat op grond van de voorafgaande alinea's van dit artikel wordt gewaarborgd, voor deze diverse categorieën van werknemers zonder onderscheid, ten **minste** gelijk zijn aan het **loon** dat is vastgesteld voor de normale aanvangsleeftijd in de eerste **categorie**.

Uitdrukkelijk wordt overeengekomen dat dit minimumloon maandelijks als voorschot op het conamissieloon wordt betaald en dat de eindrekening wordt vastgesteld op basis van de **lonen** berekend op een **gemiddelde** van twaalf maanden.

HOOFDSTUK III - EFFECTIEF BETAALDE LONEN VAN DE MANNELIJKE EN VROUWELIJKE BEDIENDEN

Artikel 7 - De **effectief**betaalde lonen worden verhoogd met 19,83 euro per **maand** op 1 **juli** 2001 en met 14,87 euro per maand op 1 **juli** 2002.

HOOFDSTUK IV - MINIMUMUURLONEN VAN DE WERKLIEDEN EN WERKSTERS

Artikel 8 - Het minimumuurloon van de werklieden en werksters van 21 jaar of ouder bedraagt 8,7432 euro op 1 januari 2001. **Len** dit op op basis van een week van 36 uur 40 **minuten**. Dit minimumuurloon **omvat** de verhoging van het minimumuurloon van de werklieden en werksters van 21 jaar en ouder met 0,1237 euro op 1 juli 2001, **zoals** voorzien in punt 4 van het protocolakkoord van 17 **mei** 2001 voor de jaren 2001-2002.

Artikel 9 - Het minimumuurloon van de werklieden en werksters van 21 jaar en ouder wordt verhoogd met 0,0927 euro per uur op 1 juli 2002.

Artikel 10 - Het minimumuurloon van de werklieden en werksters van **minder** dan 21 jaar wordt vastgesteld op de volgende percentages van het minimumuurloon van de werklieden en werksters van ten minste 21 jaar :

20 jaar : 98,00 %
19 jaar : 96,00 %
18 jaar : 94,00 %

Artikel 11 - De maandlonen van de voltijdse arbeiders en arbeidsters worden berekend door de uurlonen te vermenigvuldigen met 160.

HOOFDSTUK V - EFFECTIEF BETAALDE LONEN VAN DE WERKLIEDEN EN WERKSTERS

Artikel 12 De effectief betaalde uurlonen van de werklieden en werksters worden verhoogd met 0,1237 euro op 1 juli 2001 en met 0,0927 euro op 1 juli 2002.

HOOFDSTUK VI - KOPPELING VAN DE LONEN AAN HET INDEXCIJFER VAN DE CONSUMPTIEPRIJZEN

Artikel 13 -

§ 1 - De **minimumlonen** en de werkelijk betaalde lonen van de mannelijke en vrouwelijke bedienden en de minimumuurlonen en de werkelijk betaalde uurlonen van de werklieden en werksters, **zoals** bepaald in de artikelen 2, 7, 8 en 12, staan tegenover het indexcijfer van de **consumptieprijzen** 108,82 punten.

Wat de bijzondere gevallen betreft van de **werknemers** die gedeeltelijk per prestatie worden beloond, bijvoorbeeld door **commissielonen**, **premies** of percentages, wordt **enkel** het vast gedeelte van het **loon**, **welke** door het bedrag ervan weze, gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen.

§ 2 - Het referte-indexcijfer 108,82 **vormt** de **spil** van de stabilisatieschijf 106,69 tot 111, dit is de stabilisatieschijf die van toepassing is op 1 januari 2002 »

De minimum loonschalen en de effectief uitbetaalde lonen van de werknemers, zoals **vermeld** in

§ 1 schommelen met 2 % **volgens** de hierna **vermelde** stabilisatieschijven, wanneer het rekenkundig **gemiddelde** van het indexcijfer van de laatste twee maanden deze schijven overschrijdt.

Stabilisatieschijven			Minimumloonschalen en effectief uitbetaalde lonen
106,69	108,82	111,00	100,00
108,82	111,00	113,22	102,00
111,00	113,22	115,48	104,04
113,22	115,48	117,79	106,12
115,48	117,79	120,15	108,24
117,79	120,15	122,55	110,41
120,15	122,55	125,00	112,62
122,55	125,00	127,50	114,87

§ 3 - De verhogingen en verlagingen ingevolge de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen treden in werking op de eerste dag van de **maand**, volgend op die waarop het gemiddelde van de indexcijfers betrekking **heeft** dat de verhoging of de verlaging van de lonen en loonschalen veroorzaakt.

§ 4 - Elke aanpassing van de lonen van de mannelijke en vrouwelijke bedienden wordt berekend rekening houdend met drie decimalen. De uitkomst wordt naar de naast hogere eurocent afgerond wanneer de derde decimaal gelijk is aan of hoger is dan 5 en naar de naast lagere eurocent wanneer de derde decimaal **lager** is dan 5.

Elke aanpassing van de lonen van de werklieden en werksters wordt berekend rekening houdend met vijf decimalen. De uitkomst wordt naar de naast hogere vierde decimaal afgerond wanneer de vijfde decimaal gelijk is aan of hoger is dan 5 en naar de naast lagere vierde decimaal wanneer de vijfde decimaal lager is dan 5.

HOOFDSTUK VII - EINDEJAARSPREMIE

Artikel 14 - Een eindejaarspremie wordt toegekend aan de werklieden en werksters en de mannelijke en vrouwelijke bedienden die in dienst zijn op 31 **december** en op dezelfde **datum** ten **minste** zes maanden anciënniteit hebben in de onderneming.

Bekomen ook deze **premie**, zij die in de **loop** van het dienstjaar met pensioen of bruggpensioen zijn gegaan, evenals de **om** economische redenen ontslagen werknemers, op voorwaarde dat ze bij hun ontslag ten minste 6 maanden dienst hadden.

Het bedrag van de eindejaarspremie is vastgesteld :

- voor de mannelijke en vrouwelijke bedienden die het ganse jaar in dienst geweest zijn : op het bedrag van het werkelijke **loon** van de maand december;

- voor de werklieden en werksters die het ganse jaar in dienst geweest zijn : op 160 keer het uurloon van de **maand december**.

Voor de werklieden en werksters en de **mannelijke** en vrouwelijke bedienden die niet gedurende het ganse jaar in de onderneming in dienst geweest zijn wordt het bedrag van de hiervoor vastgestelde **eindejaarspremie** in twaalfden betaald voor **elke** volledige gewerkte maand.

Dit bedrag **mag verminderd** worden naar verhouding van de afwezigheden die zich in de **loop** van het jaar hebben voorgedaan, behalve die afwezigheden die voortvloeien uit de toepassing van de **wettelijke, reglementaire** en **overeengekomen** bepalingen inzake jaarlijkse vakantie, feestdagen, **klein** verlet, beroepsziekten, arbeidsongevallen en de eerste dertig dagen van ziekte-, ongeval- of kraamverlof.
De **eindejaarspremie** wordt **vóór** 25 december uitbetaald.

De **bovenvermelde** bepalingen zijn niet toepasselijk op :

- de ondernemingen die in de loop van het jaar een evenwaardig voordeel toekennen, **welke** ook de benaming ervan weze, hetzij in de **vorm** van een conventionele **premie**; hetzij **als gift**;
- op de ondernemingen die op **hun** niveau per **overeenkomst** de **lonen** en andere arbeidsvoorwaarden van hun mannelijke en vrouwelijke bedienden en hun werklieden en werksters **regelen**, voor zover de in deze overeenkomst toegekende voordelen **samen** genomen ten **minste** gelijk zijn aan de voordelen bepaald bij deze collectieve **arbeidsovereenkomst**.

HOOFDSTUK VIII - ARBEIDSDUUR

Artikel 15 - De arbeidsduur wordt vastgesteld op 36 uur 40 **minuten** gemiddeld per week vanaf het jaar 2001.

De overgang van de arbeidsweek van 36 uren 50 minuten naar de arbeidsweek van 36 uren 40 minuten wordt voor de voltijdse **werknemers** doorgevoerd door toekenning van een bijkomende verlofdag per jaar en dit vanaf het jaar 2001. Deze dag wordt aan de deeltijdse werknemers prorata toegekend.

De arbeidstijdregeling wordt bepaald op het **vlak** van de onderneming, hetzij door de Ondernemingsraad, hetzij bij akkoord tussen de werkgever en de vakbondsafvaardiging of bij ontstentenis hiervan met de werknemers of hun afgevaardigden.

Artikel 16 - Het presteren van overuren wordt **tot** het strikte minimum beperkt. Bij het presteren van overuren wordt in overeenstemming met de wettelijke bepalingen terzake inhaalrust toegekend, en wordt het **loon** voor de overuren op het ogenblik van de inhaalrust betaald.

Artikel 17 - De normale wekelijkse arbeidsduur bedienden wordt over 5 dagen gespreid, behalve in **geval** van verplichte uitbating krachtens de bestaande reglementering.

Artikel 18 - In de ondernemingen die werklieden, werksters en bedienden tewerkstellen, is de wekelijkse arbeidsduur van het bediendenpersoneel dat leiding **geeft** aan en toezicht houdt over de werklieden en werksters, evenwel dezelfde zijn **als** die van het werkliedenpersoneel.

HOOFDSTUK IX - JAARLIJKSE VAKANTIE

Artikel 19 - Een aanvullend dubbel vakantiegeld ten bedrage van 173,53 euro wordt aan de werknemers toegekend in **de** maand juni van **elk** jaar en dit volgens de

toekenningsvoorwaarden en **-modaliteiten** vastgesteld door de **wetgeving** op de jaarlijkse vakantie voor wat **betreft** het dubbel vakantiegeld.

In de ondernemingen die aan hun personeel een eindejaarspremie of gelijkaardige voordelen toekennen waarvan het bedrag hoger **ligt** dan het **loon** van de **maand december**, **mogen** deze voordelen in mindering gebracht **worden** van het aanvullend dubbel vakantiegeld.

HOOFDSTUK X - ANCIËNNITEITSVERLOF

Artikel 20 - De volgende anciënniteitsverlofdagen worden toegekend in **functie** van de anciënniteit van de betrokken werknemer in de onderneming :

- 1 dag na 5 jaar anciënniteit;
- 2 dagen na 10 jaar anciënniteit;
- 3 dagen na 15 jaar anciënniteit;
- 4 dagen na 20 jaar anciënniteit;
- 5 dagen na 25 jaar anciënniteit;

HOOFDSTUK XI - CULTURELE VERLOFDAG

Artikel 21 - Elk jaar wordt aan de **werknemers** één culturele verlofdag toegekend.

HOOFDSTUK XII - KORT VERZUIM

Artikel 22 - Bovenop de bepalingen van het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 inzake **klein** verlet, wordt aan de werknemers het recht toegekend ter gelegenheid van hun huwelijk, met behoud van hun normaal loon, één dag langer afwezig te zijn dan voorzien in de **algemene** reglementering.

HOOFDSTUK XIII - WERKKLEDING

Artikel 23 - De technische werkplaatsbedienden en de technische laboratoriumbedienden, tewerkgesteld onder **dezelfde** arbeidsvoorwaarden **als** de werklieden en werksters aan wie werkkledij wordt verstrekt, ontvangen eveneens dergelijke kleding.

HOOFDSTUK XIV - BESTAANSZEKERHEID

Artikel 24 - De werkgevers zullen aan hun arbeiders die door hen ontslagen werden en die diensgevolge werkloosheidsuitkeringen genieten in toepassing van de wetgeving op de **werkloosheids-verzekering**, een aanvullende werkloosheidsvergoeding betalen ten bedrage van 5 euro per dag (in de vijfdaagse werkweek) gedurende één maand wanneer zij ten **minste** tien jaar werden tewerkgesteld in de onderneming of gedurende twee **maanden** wanneer zij ten minste twintig jaar werden tewerkgesteld in de onderneming. De regeling **geldt** niet bij op brugpensioenstelling.

HOOFDSTUK XV - RECHT OP TIJDSKREDIET

Artikel 25 - Tijdskrediet ter verlenging van het postnataal verlof

Zonder afbreuk te doen aan de rechten die de werknemers putten uit de collectieve arbeidsovereenkomst nr 77 van de Nationale arbeidsraad **tot instelling** van een stelsel van tijdskrediet, wordt een recht op tijdskrediet van 6 maanden ingesteld, voor **alle** werkneemsters die **aldus** hun postnataal verlof kunnen verlengen en die daartoe een aanvraag richten **tot** de werkgever zes weken **vóór** het einde van hun postnataal verlof.

De beperking tot 5 % van het aantal in de onderneming of de dienst tewerkgestelde werknemers, zoals vastgesteld in artikel 15 van de hoger vermelde CAO nr 77 geldt niet voor de gevallen waarin er een recht op tijdskrediet binnen de voorwaarden van dit artikel wordt toegestaan.

Dit bijkomend recht op tijdskrediet moet niet verplichtend worden toegekend aan kaderleden.

Artikel 26 - Tijdskrediet in het algemeen

De arbeiders en bedienden die behoren tot de eerste vier categorieën gedefinieerd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 19 maart 1980 betreffende de beroepsclassificatie van bedienden, artikel 2, hebben recht op een tijdskrediet dat minimaal 3 maanden en maximaal 5 jaar kan duren, indien zij hiertoe de aanvraag doen ten laatste drie maanden voor het begin of de verlenging van deze onderbreking.

Het aantal werknemers dat gelijktijdig kan genieten van de bepalingen van de vorige alinea mag in afwijking van de bepalingen van artikel 15 van de hoger vermelde CAO nr 77, de 8 % van het totaal personeelseffectief van de betrokken onderneming niet overschrijden.

De reïntegratie van deze werknemers na hun beroepsloopbaan-onderbreking dient te geschieden in een functie van dezelfde loon-categorie, rekening houdend met de bekwaamheden van de betrokken werknemer, doch niet noodzakelijk in een identieke functie.

HOOFDSTUK XVI - RECHT OP VERMINDERING VAN DE ARBEIDSPRESTATIES

Artikel 27 - De beperking tot 5 % van het aantal in de onderneming of dienst tewerkgestelde werknemers, zoals vastgesteld in artikel 15 van de hogervermelde CAO nr 77, noch de beperking tot 8 % voorzien in vorig artikel, zijn van toepassing op de gevallen waarin een loopbaanvermindering wordt toegestaan aan arbeiders en bedienden die behoren tot de eerste vier categorieën gedefinieerd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 19 maart 1980 betreffende de beroepsclassificatie van bedienden, artikel 2, van minstens 53 jaar.

Dit artikel doet geenszins afbreuk aan de rechten van de werknemers van 50 jaar of ouder op een loopbaanvermindering met 1/5 of met de helft.

Dit recht kan de werkgever niet verhinderen later voor dezelfde persoon de regeling van het conventioneel brugpensioen toe te passen. De berekening van de aanvullende vergoeding zal in dat geval gebeuren op basis van het voltijds netto-referteloan en van de werkloosheidsuitkeringen voor alle dagen van de week.

HOOFDSTUK XVII - HALFTIJD WERK

van minstens 53 jaar,

Artikel 28 - De voltijds tewerkgestelde arbeiders en bedienden die behoren tot de eerste drie categorieën gedefinieerd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 19 maart 1980 betreffende de beroepsclassificatie van bedienden, artikel 2, hebben op hun verzoek het recht over te stappen naar een halftijds uurrooster, na akkoord over de te presteren werktijden. De werknemers met een technische functie moeten de aanvraag doen vóór het begin van het trimester voorafgaand aan het trimester waarin de overstap gebeurt. De werknemers met een administratieve functie dienen de aanvraag ten laatste zes maanden voor de overstap te doen.

Het wordt de werkgever aanbevolen de hierdoor vrijgekomen uren toe te kennen aan een vervanger. Wanneer hij dit niet doet deelt hij de reden hiervoor mee aan de Ondernemingsraad (of bij afwezigheid hiervan aan de vakbondsafvaardiging).

HOOFDSTUK XVIII - STRUCTURELE OVERUREN

Artikel 29 - Structurele overuren kunnen na **beslissing** van de Ondernemingsraad **omgezet** worden in **definitieve** aanwervingen. Onder structurele overuren wordt verstaan de overuren die op het niveau van een dienst gepresteerd worden en die gedurende een ononderbroken **periode** van zes maanden **elke** week ten **minste** gelijk zijn aan een normale **halftijdse** prestatie.

HOOFDSTUK XIX - OVERIGE ARBEIDSVOORWAARDEN

Artikel 30 - Voor prestaties **vóór** 6 uur 30 en voor prestaties na 20 uur 00 wordt een toeslag van 25 % bovenop het normale **loon** betaald.

Artikel 31 - Met ingang van 1 juli 2001 wordt het stelsel van de carendagen, **zoals** voorzien in artikel 52 van de Wet op de arbeidsovereenkomsten van 3 juli 1978 **niet** meer toegepast.

HOOFDSTUK XX - SLOTBEPALINGEN

Artikel 32 - De werkgevers verbinden zich ertoe de door de **werknemers** vóór het van kracht worden van deze collectieve arbeidsovereenkomst verworven rechten te handhaven.

Artikel 33 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst **heft** op en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 **november** 1993 tot vaststelling van de arbeids- en loonvoorwaarden.

Artikel 34 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2002. Ze is gesloten voor onbepaalde tijd en kan worden opgezegd door elk van de partijen mits een opzegging van drie maanden, bij een ter post aangetekende brief gericht aande voorzitter van het Paritair comité voor de groothandelaars-verdelers in geneesmiddelen.